

20.3 Banques - Assurances

La valeur ajoutée des sociétés financières se redresse en 2018, après une baisse en 2017 et dans une moindre mesure en 2016. Ce retournement est le fait des banques comme des sociétés d'assurance.

En 2018, la valeur ajoutée des intermédiaires financiers rebondit de + 3,5 % après une forte baisse de 9,7 % en 2017 (dont + 4,5 % pour les seuls établissements de crédit après - 12,7 % en 2017). Cette augmentation de la valeur ajoutée provient principalement de l'augmentation de la production facturée mesurée par les commissions (+ 3,0 milliards d'euros en 2018). Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim) sont en légère baisse en 2018 (- 0,8 milliard d'euros), du fait d'une diminution de la marge globale d'intermédiation de 5 points de base. Les marges d'intermédiation sur les crédits et sur les dépôts décroissent légèrement, pénalisées par la baisse des taux. Le léger rebond du taux de marge (au sens de la comptabilité nationale) s'explique par une augmentation de la production facturée plus dynamique que l'augmentation de la consommation intermédiaire (+ 0,3 milliard d'euros) et celle de la masse salariale (+ 0,1 milliard d'euros). Le taux de marge augmente de 2,1 points en 2018 pour atteindre 32,6 %.

La valeur ajoutée des sociétés d'assurance se redresse en 2018 (+ 3,2 %), après un fort repli (- 13,2 %) en 2017 ; celui-ci était notamment lié à un effet de périmètre, avec l'intégration dans les comptes de l'État de l'activité d'assurance à l'exportation de la Coface. La production de services des sociétés

d'assurance baisse légèrement (- 0,2 % en valeur), après une hausse (+ 2,0 %) en 2017. La hausse de la production des « autres activités » (+ 3,9 %) et de l'assurance dommages (+ 2,0 %) est plus que compensée par la baisse de la production d'assurance-vie et de réassurance (respectivement - 3,5 % et - 5,5 %). La situation de l'assurance-vie est assez paradoxale : dans un contexte de taux d'intérêts historiquement bas auquel il faut ajouter la chute du cours des actions en fin d'année, la collecte nette est de nouveau dynamique en 2018 (+ 21,1 milliards, après + 8,9 milliards en 2017). Elle est redevenue positive pour les supports euros ; elle reste toujours aussi bien orientée pour les supports en unités de compte alors même que la baisse des cours de la bourse a pesé sur les rendements. Les marges sur primes des assureurs ont toutefois subi le contrecoup de la reconstitution de leurs provisions mathématiques. Les cotisations d'assurance de biens et de responsabilité progressent à un rythme plus élevé que les charges de prestations équivalentes (respectivement + 2,9 % et + 2,4 %). Par ailleurs, le solde entre les primes nettes d'assurances dommages et les indemnités s'améliore : l'année 2018 n'a pas connu autant d'aléas climatiques que 2017, ce qui joue à la baisse sur le risque catastrophes naturelles ; toutefois, le coût de l'indemnisation des sinistres automobiles est chaque année plus élevé même si leur nombre diminue. Les cotisations et les prestations en assurance maladie et accidents corporels restent pour leur part orientées à la hausse. ■

Définitions

Assurance : engagement donné par contrat, par un assureur à un assuré, de le garantir en cas de survenance d'un événement incertain affectant sa personne, ses biens ou sa responsabilité. Cette garantie est donnée contre le paiement d'une cotisation.

Banque : catégorie d'établissements de crédit autorisée par la loi à réaliser toutes les opérations de banque. Les opérations de banque comprennent la collecte des fonds auprès du public, la réalisation d'opérations de crédit et l'offre de services bancaires de paiement (dont la délivrance de chèquiers).

Établissement de crédit, intermédiaires financiers hors sociétés d'assurance (IF), marge globale d'intermédiation, services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim), sociétés financières, taux de marge, valeur ajoutée : voir rubrique « Définitions » en annexe.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2019.
- « Les comptes de la Nation en 2018 – Le PIB ralentit nettement (+ 1,7 % après + 2,3 %), le pouvoir d'achat des ménages ralentit peu », *Insee Première* n° 1754, mai 2019.
- « Rapport annuel de l'ACPR 2018 », ACPR, mai 2019.
- « Bulletin de la Banque de France – Moyens de paiement et monnaie fiduciaire », Banque de France, novembre-décembre 2018.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Compte non financier des intermédiaires financiers

en milliards d'euros

	2017 (r)	2018	18/17 en %
Production (a)	137,8	140,2	1,8
Sifim (a1)	45,1	44,3	-1,6
Production facturée (a2)	91,0	94,0	3,4
Production pour compte propre (a3)	1,7	1,9	9,0
Consommation intermédiaire (b)	76,1	76,4	0,4
Valeur ajoutée brute (c = a - b)	61,6	63,8	3,5
Salaires et cotisations sociales (y c. imputées) (d1)	35,3	35,4	0,4
Impôts liés à la production - subventions d'exploitation (d2)	7,5	7,5	0,0
Excédent brut d'exploitation (e = c - d1 - d2)	18,8	20,8	10,9
Intérêts reçus (f)	100,5	104,8	4,4
Dividendes reçus (g)	32,7	35,4	8,4
Bénéfices réinvestis d'investissements directs à l'étranger (nets) (h)	4,0	4,2	4,2
Autres revenus d'investissements (nets) (i)	-18,2	-18,7	-2,6
Intérêts versés (j)	97,4	101,4	4,1
Dividendes versés (k)	20,4	22,2	8,9
Solde des revenus primaires (m = e + f + g + h + i - j - k)	19,9	23,0	15,5
Impôts courants (n)	8,6	7,4	-13,2
Formation brute de capital fixe (q)	19,5	18,6	-4,8
Autres transferts courants divers (nets) (r)	-1,1	-2,8	-155,6
Autres postes (nets) (o)	4,6	4,3	-6,8
Capacité (+) / besoin (-) de financement (s = m - n - q + r + o)	-4,7	-1,6	///
Ratios (en %)			
Taux de valeur ajoutée (c/a)	44,7	45,5	///
Part des Sifim dans la production (a1/a)	32,7	31,6	///
Part des services facturés dans la production (a2/a)	66,0	67,1	///
Taux de marge (e/c)	30,5	32,6	///
Taux d'investissement (q/c)	31,7	29,1	///

Sources : Banque de France ; Insee, comptes nationaux, base 2014.

Compte non financier des sociétés d'assurance

en milliards d'euros

	2017 (r)	2018	18/17 en %
Production (a)	68,8	68,7	-0,2
Assurance-vie (a1)	19,2	18,6	-3,5
Assurance-dommages (a2)	35,2	35,9	2,0
Réassurance (a3)	7,6	7,2	-5,5
Autres activités (logement, auxiliaires financiers, informatique) (a4)	6,9	7,1	3,9
Consommation intermédiaire (b)	55,6	55,0	-1,0
Valeur ajoutée brute (c = a - b)	13,3	13,7	3,2
Salaires et cotisations sociales (y c. imputées) (d1)	10,3	10,6	2,6
Impôts liés à la production - subventions d'exploitation (d2)	1,4	1,4	5,7
Excédent brut d'exploitation (e = c - d1 - d2)	1,6	1,7	4,9
Solde des revenus primaires	6,9	6,8	-1,6
Capacité (+) / besoin (-) de financement	-2,4	-1,9	///
Ratios (en %)			
Taux de valeur ajoutée (c/a)	19,3	20,0	///
Part de la rémunération des salariés dans la valeur ajoutée brute (d1/c)	77,8	77,4	///

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Établissements de crédit agréés

Au 31 décembre	2017 (r)	2018
Banques	145	143
Banques mutualistes ou coopératives	82	80
Caisses de crédit municipal	18	18
Banques¹	245	241
Établissements de crédit spécialisés ²	76	72
Autres établissements ³	18	19
Total	339	332

1. Établissements habilités à traiter toutes opérations de banque.

2. Ex-sociétés financières à fin 2013.

3. Succursales d'établissements de crédit de l'Espace économique européen relevant du libre établissement.

Source : Banque de France.

Moyens de paiement de masse en 2018

	Opérations quotidiennes en millions	Montants quotidiens en milliards d'euros
Chèques	5,3	2,7
Virements	9,0	14,5
LCR ¹	0,2	0,8
Débets directs ²	10,1	4,5
Paiements par cartes ³	34,0	1,4
Retraits par cartes ³	2,1	0,1
Total	60,7	24,0

1. Lettre de change relevé. 2. Avis de prélèvements, TIP et téléversements. Les TIP et téléversements ne sont plus utilisés depuis août 2016.

3. Y c. les paiements et les retraits effectués en France et à l'étranger avec des cartes interbancaires et privatives émises en France.

Source : Banque de France.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard